

PERSPECTIVES

8 septembre 2023

Monter dans le train et gravir l'échelle sociale

Le rôle de la mobilité géographique dans la lutte contre les inégalités au Québec

YACINE BOUJJA

Professeur adjoint, Institut national de la recherche scientifique,
Centre Urbanisation Culture Société

MARIE CONNOLLY

Professeure titulaire, Département des sciences économiques,
ESG UQAM
Chercheuse et Fellow CIRANO

XAVIER ST-DENIS

Professeur adjoint, Institut national de la recherche scientifique,
Centre Urbanisation Culture Société

Malgré des initiatives pour promouvoir l'égalité des chances, la reproduction des inégalités de génération en génération s'est aggravée au Québec dans les dernières décennies. Les jeunes ayant grandi dans un milieu moins favorisé sont plus susceptibles de rester au bas de l'échelle une fois adulte. On sait que l'éducation est un facteur-clé de mobilité sociale, mais une étude CIRANO aborde la question sous un autre angle, celui de la mobilité géographique. Ses auteurs suivent le parcours de près de 1,4 million de jeunes et montrent que le manque de mobilité sociale affecte davantage les jeunes qui ont grandi hors des grandes villes, et particulièrement ceux qui y vivent encore à l'aube de la trentaine.

Le Québec s'est doté de plusieurs outils pour promouvoir l'égalité des chances. Malgré cela, un jeune issu d'un milieu moins favorisé a une probabilité plus grande de rester dans le bas de la distribution des revenus une fois à l'âge adulte. Ce phénomène est une des manifestations de la reproduction des inégalités d'une génération à l'autre, aussi appelée *transmission intergénérationnelle du revenu*. À cet égard, la situation s'est détériorée à la fin du XXe siècle : les jeunes nés au début des années soixante dans une famille du quintile inférieur de la distribution des revenus avaient 27 % de chances d'être eux-mêmes dans le quintile inférieur à l'âge adulte, alors que cette probabilité atteint 33 % pour ceux qui sont nés au milieu des années quatre-vingt. Il est donc plus difficile aujourd'hui de gravir l'échelle sociale (Connolly et Haeck, à paraître).

L'accès à l'éducation est un facteur clé de mobilité sociale. Changer de région aussi.

Plusieurs études ont examiné le rôle de la socialisation et de l'éducation des enfants dans la mobilité sociale. Au Canada, des analyses menées à partir des données de l'Étude longitudinale et internationale des adultes (ELIA) montrent que les enfants qui vivent au sein de familles à plus hauts revenus ont une probabilité plus grande d'obtenir un diplôme universitaire et, conséquemment, d'avoir des revenus plus élevés. Même si des disparités importantes subsistent en fonction des revenus et du niveau d'éducation des parents, l'accès aux études postsecondaires peut jouer un rôle égalisateur. Le niveau d'éducation des parents pèse plus lourd que leurs revenus dans la décision des enfants de poursuivre leurs études (Simard-Duplain et St-Denis, 2020, St-Denis et Renée, 2022). Des analyses utilisant la Plateforme de liens longitudinaux entre l'éducation et le marché du travail (PLEMT) et la banque de Données administratives longitudinales (DAL) montrent que les diplômés universitaires issus de milieux moins favorisés se démarquent des autres jeunes des mêmes milieux par une mobilité ascendante nettement supérieure, tous niveaux de scolarité confondus (Connolly, Haeck et Raymond-Brousseau, 2022).

Le lien entre mobilité géographique et mobilité sociale est un sujet peu ou pas étudié au Canada alors qu'aux États-Unis, une abondante littérature jette un éclairage sur cette question. Une littérature en pleine expansion documente notamment l'impact de la « Grande migration » des Noirs vers les États du Nord à partir de 1915, qui est l'un des plus importants flux migratoires internes de l'histoire des États-Unis. Entre 1940 et 1970 seulement, près de quatre millions de migrants noirs ont quitté le Sud rural pour s'installer dans les métropoles industrielles du Nord et de l'Ouest.

Des analyses de données historiques de recensement montrent que les personnes ayant migré vers le Nord ont plus que doublé leurs revenus. Cependant, ces nouveaux arrivants sont entrés en concurrence avec les travailleurs noirs déjà établis, de sorte que les écarts de salaires entre

Blancs et Noirs n'ont pas beaucoup diminué (Boustan, 2016). D'autres études ont examiné les effets économiques et sociaux à long terme de la Grande migration sur la deuxième génération en utilisant des données de recensement longitudinales. En termes d'éducation et de revenus, les résultats révèlent des avantages statistiquement significatifs, quoiqu'assez modestes, pour les enfants afro-américains de la Grande migration par rapport aux enfants des familles qui sont restées dans le Sud. En revanche, les migrants blancs de deuxième génération ont peu profité de la migration vers le Nord (Alexander et al., 2017).

Enfin, des études ont montré que la migration à l'intérieur des frontières américaines a eu plus d'impact sur les revenus que la fréquentation scolaire. Parmi une cohorte d'enfants nés entre 1895 et 1910, l'effet de la migration était en moyenne de trois à quatre fois supérieur à l'effet d'une année de scolarisation supplémentaire. Pour les enfants ayant grandi dans les familles les plus pauvres, l'effet était jusqu'à dix fois supérieur à celui de l'éducation (Ward, 2022).

Un autre pan de la littérature américaine s'est intéressé aux effets de voisinage ou de proximité (« *neighbourhood effects* ») sur la mobilité sociale, à l'aide de données plus récentes. Ces études s'intéressent à la question de savoir dans quelle mesure les perspectives économiques des enfants sont façonnées par les quartiers où ils grandissent. Les résultats de ces recherches montrent que lorsqu'une famille déménage vers une ville ou un quartier offrant de meilleures opportunités, les jeunes réussissent mieux sur le marché du travail (Chetty et Hendren, 2018, Rothwell et Massey, 2015).

Il faut toutefois se garder de conclure sur la base de ces résultats qu'on devrait largement encourager la migration vers des endroits qui, aujourd'hui, semblent offrir de meilleures opportunités. D'abord, il est possible que la position relative de tous ne soit pas améliorée par la migration lorsqu'on prend en considération les effets d'équilibre général. De plus, la classification entre les « endroits où les opportunités sont bonnes » et les « endroits où les opportunités sont mauvaises » n'est pas sans défauts. Une telle classification peut avoir une certaine crédibilité aujourd'hui, mais avoir bien peu de valeur pour des décisions de migration futures.

Des données détaillées sur près de 1,4 million de jeunes au Québec

Notre étude est la première à examiner l'influence de la mobilité géographique sur la transmission intergénérationnelle du revenu au Québec. À cette fin, nous utilisons la Base de données sur la mobilité intergénérationnelle du revenu (BDMIR) de Statistique Canada dont la structure longitudinale permet de suivre les enfants jusqu'à un stade avancé de leur vie adulte. Les données proviennent des fichiers de données fiscales de l'Agence du revenu du Canada. La BDMIR identifie les familles des individus nés entre 1963 et 1985 et donne accès aux informations fiscales des parents et des enfants sur près de 40 ans, soit entre 1978 et 2016. Sur le plan démographique, cette période est caractérisée par un déclin de la population rurale et un exode des quartiers centraux des grandes villes vers les périphéries urbaines.

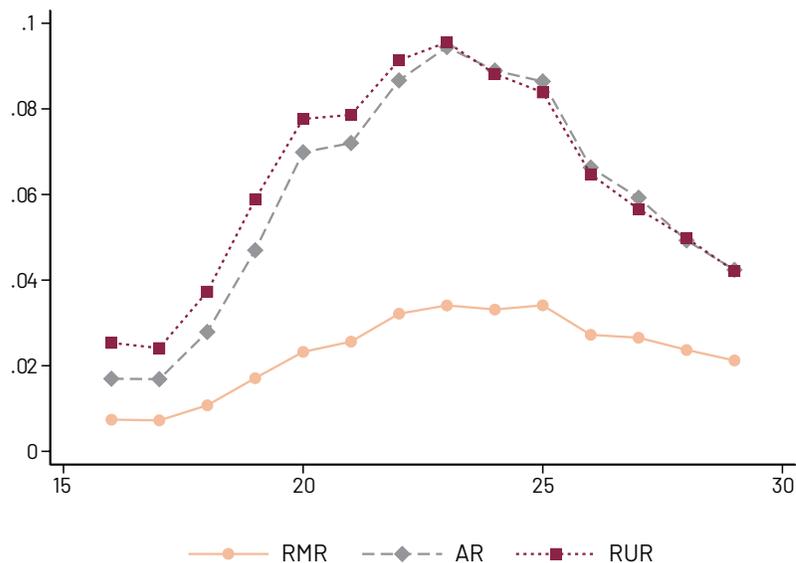
Quatre cohortes de jeunes résidant au Québec à l'âge de 16 ans sont suivies à travers le temps : ceux nés de 1967 à 1970, de 1972 à 1975, de 1977 à 1980 et de 1982 à 1985, ce qui représente un échantillon de près de 1,4 million d'observations. Puisque les fichiers fiscaux de la BDMIR contiennent des informations renouvelées annuellement sur le lieu de résidence, il est possible de connaître le type de région où un jeune a grandi – milieu rural, agglomération de recensement (AR) ou l'une ou l'autre des sept régions métropolitaines de recensement (RMR), soit Montréal, Québec, Ottawa-Gatineau (partie du

Québec), Sherbrooke, Saguenay, Trois-Rivières et Drummondville. On peut ensuite savoir si cette personne a par la suite déménagé dans un autre type de région. Une personne a « migré » si elle a changé de division ou de région métropolitaine de recensement entre 16 et 30 ans, ce qui évite de considérer comme des migrations les déménagements à l'intérieur d'une même municipalité.

De nombreux jeunes migrent vers de nouvelles régions au début de la vingtaine

De façon générale, la migration des jeunes vers une autre région a deux grandes motivations : les études, en particulier les études postsecondaires, et l'emploi. Ce que révèlent nos données est pleinement cohérent avec ces scénarios. Pour chaque âge et chaque type de région (rurale, AR ou RMR), nous avons estimé la probabilité d'une première migration, calculée parmi les jeunes qui n'en ont pas encore effectué. Il s'agit donc d'une probabilité *conditionnelle au fait de n'avoir encore jamais migré*.

La probabilité de migration est la plus faible à l'âge de 16 ans, puis elle augmente pour atteindre un pic vers 23 ans, avant de redescendre. Les jeunes qui vivent en dehors des grandes villes ont une plus grande probabilité de migration, de 9,6 % et 9,5 % respectivement pour les jeunes vivant en région rurale ou dans une AR à 16 ans, contre seulement 3,4 % pour les jeunes des RMR.



Probabilité d'une première migration selon l'âge et le type de région

Nous avons également examiné les flux migratoires selon les revenus des parents et les résultats sont révélateurs : les jeunes dont les parents appartiennent au quartile inférieur de la distribution des revenus migrent en plus grand nombre *avant* l'âge de 21 ans, alors que ceux dont les parents appartiennent au quartile supérieur migrent plus tard, entre 23 et 25 ans, une période caractérisée par des déplacements liés à l'emploi ou aux études universitaires des cycles supérieurs. Les migrations surviennent donc plus tôt dans la vie des jeunes dont les parents ont des revenus moins élevés, d'autant qu'ils sont moins susceptibles de poursuivre leurs études. L'entrée sur le marché du travail et les migrations afférentes sont donc plus précoces dans leurs parcours de jeunes adultes.

Deux phénomènes expliquent la détérioration de la mobilité sociale

Sous l'angle de la migration, nos analyses montrent que la détérioration de la mobilité sociale au Québec résulte principalement de deux phénomènes : d'une part, de la détérioration du statut socioéconomique des jeunes résidant hors des grands centres urbains à 16 ans et ayant grandi dans une famille au bas de la distribution des revenus, et d'autre part, de l'amélioration de la situation des jeunes des mêmes régions ayant grandi dans des familles au sommet de la distribution des revenus.

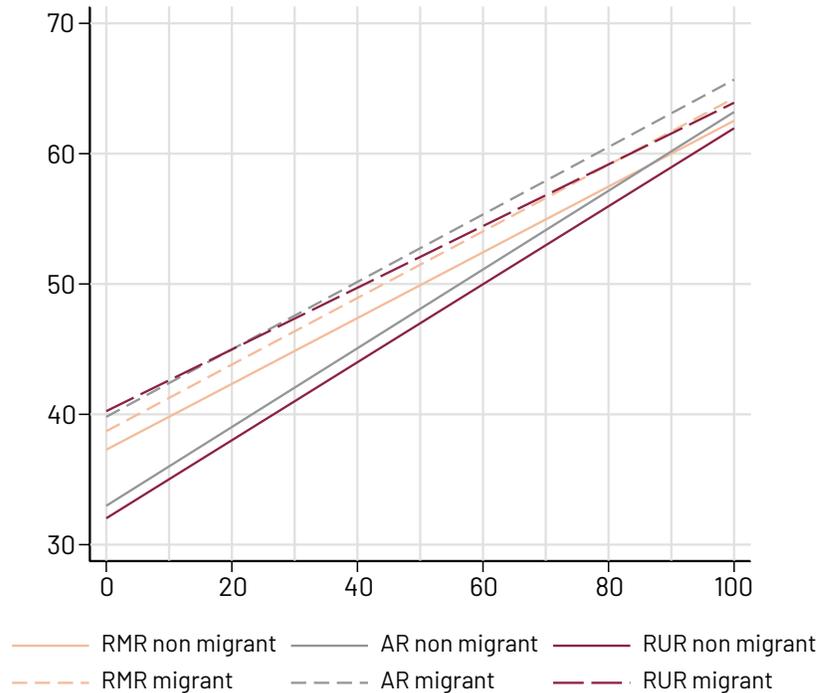
Voyons plus en détail comment on arrive à ces conclusions. Nos analyses économétriques fournissent des estimations de la relation entre mobilité géographique et mobilité sociale ou, en d'autres termes, entre la décision de migrer ou pas et la transmission intergénérationnelle du revenu. Dans nos analyses, le revenu des parents est calculé comme la moyenne des revenus totaux (avant impôts) du père et de la mère lorsque le jeune est âgé de 15 à 19 ans, ce qui inclut les revenus d'emploi, d'investissements, de prestations et les transferts. Pour sa part, le revenu du jeune est calculé comme la moyenne de son revenu total entre 30 et 36 ans. Une fois calculées ces moyennes de revenus, les rangs centiles pour le revenu parental et pour le revenu du jeune sont assignés. Les différences de coût de la vie entre régions ne sont pas prises en compte puisque les

rangs centiles sont calculés à l'échelle du Québec, conformément à l'approche généralement adoptée dans la littérature (Connolly, Haeck et Laliberté, 2022).

Notre stratégie économétrique s'appuie sur un modèle dit de « régression rang-rang ». Dans notre modèle, la variable à expliquer est le rang centile du revenu du jeune (celui de la génération t) et la principale variable explicative d'intérêt est le rang centile du revenu des parents (celui de la génération $t-1$). L'estimation par moindres carrés ordinaires du paramètre-clé du modèle donne une mesure de la transmission intergénérationnelle du revenu. Afin d'analyser l'apport de la migration, nous ajoutons au modèle de régression rang-rang un ensemble « d'interactions triples » entre le revenu du jeune et la cohorte de naissances, la région d'origine et le statut migratoire plus un ensemble « d'interactions quadruples » entre l'ensemble de ces variables. Ainsi, en termes de niveau de revenu, l'avantage qui découle de la migration varie selon la cohorte de naissances, la région habitée à 16 ans et le rang centile du revenu parental.

Le rapport complet comprend quatre graphiques correspondant à chacune des quatre cohortes de naissances (Boujija et al., 2023). Les deux graphiques présentés ici sont une synthèse des résultats de nos analyses économétriques. Chaque droite indique le rang centile de revenu du jeune qui est prédit par le modèle en fonction du rang centile de revenu des parents. Pour chacune des deux cohortes de naissance, on a donc six droites : trois régions d'origine – région rurale, AR et RMR – multipliées par deux statuts migratoires – migrants et non-migrants. Une droite plus inclinée indique un niveau plus élevé de transmission intergénérationnelle du revenu, et donc une mobilité sociale moindre.

Voici comment lire le graphique de la cohorte des jeunes nés entre 1982 et 1985 : lorsque le revenu des parents se situe dans le 60^e centile par exemple, le modèle prédit que le revenu d'un jeune qui reste dans sa région d'origine – un « non-migrant » – se situera dans le 52^e centile pour ceux qui ont grandi dans une RMR, dans le 51^e centile pour ceux qui ont grandi dans une AR et dans le 50^e centile pour ceux qui ont grandi en milieu rural.



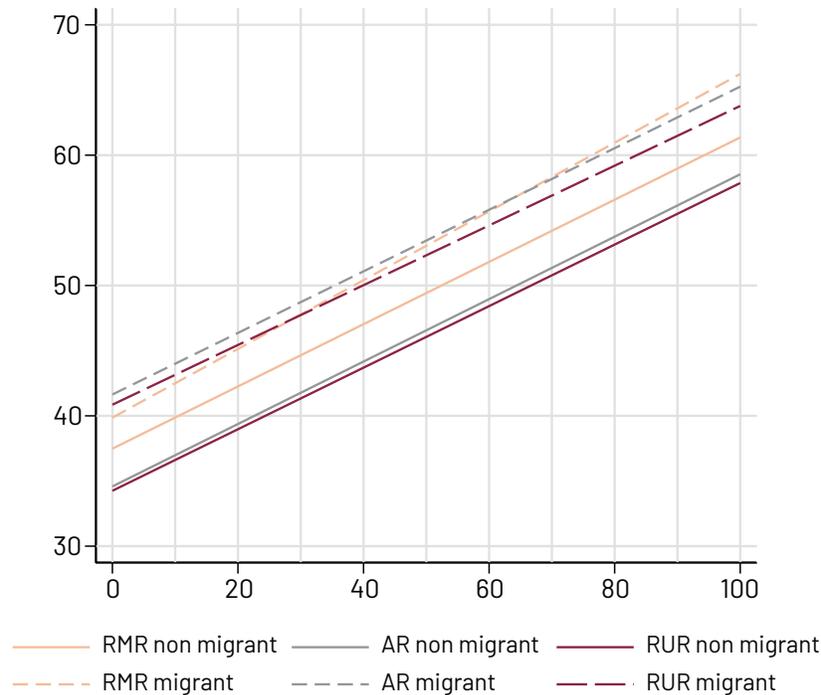
**Rang de revenu prédit du jeune selon le rang de revenu des parents
et le statut migratoire – Cohorte de naissances 1982-85**

En termes de niveau de revenu à l'âge adulte, l'avantage qui découle de la migration est révélé par le fait que les trois droites pointillées sont toutes situées au-dessus des droites pleines, ce qui veut dire que les revenus des migrants sont supérieurs aux revenus des non-migrants à revenu parental identique. Cependant, les droites des migrants et non-migrants ne sont pas parallèles pour les enfants ayant grandi dans une AR ou en milieu rural. Cela signifie que l'avantage associé à la migration n'est pas uniforme à travers les individus ayant grandi au sein de familles à différents niveaux de revenu, comme démontré par la variation dans la taille de l'écart entre la droite des migrants et celle des non-migrants en fonction du revenu parental.

Plus particulièrement, parmi les jeunes nés entre 1982 et 1985 résidant en région rurale ou dans une AR à 16 ans, l'avantage associé à la migration est beaucoup plus important pour ceux qui ont grandi dans une famille au bas de la distribution du revenu parental, ce qui est illustré par des écarts plus prononcés entre les droites des rangs centiles inférieurs de revenu des parents. À mesure qu'on se déplace vers la droite le

long de l'axe des abscisses (axe des X), les droites se rapprochent et tendent à converger vers un point. L'avantage de migrer – autrement dit, la mobilité ascendante associée à la migration – est moindre pour ceux ayant grandi dans une famille située au sommet de la distribution du revenu parental pour les jeunes de région rurale ou d'une AR. Les groupes les plus désavantagés sont les jeunes ayant grandi dans une famille à faible revenu en milieu rural ou en AR et n'ayant jamais migré.

Pour la cohorte des jeunes nés entre 1967 et 1970 dans le graphique de la page suivante, les droites sont moins inclinées que pour la cohorte des jeunes nés entre 1982 et 1985, ce qui indique une meilleure mobilité sociale au sein de chacun des groupes. La migration est bien associée à un avantage en termes de revenu, mais cet avantage dépend moins de la distribution du revenu parental que ce n'est le cas pour la cohorte des jeunes nés entre 1982 et 1985. Ceci est révélé par le fait que les droites sont presque parallèles. C'est du moins le cas pour les jeunes résidant en région rurale ou dans une AR à l'âge de 16 ans.



**Rang de revenu prédit du jeune selon le rang de revenu des parents
et le statut migratoire – Cohorte de naissances 1967-70**

En résumé, la mobilité intergénérationnelle du revenu a graduellement diminué entre la cohorte des jeunes nés entre 1967 et 1970 et celle des jeunes nés entre 1982 et 1985, et cette détérioration concerne davantage les jeunes provenant d'une région rurale, et encore plus ceux qui y demeurent sans jamais migrer. Ceux-ci sont clairement désavantagés en termes de possibilités d'améliorer leur situation économique par rapport à celle de leurs parents.

On ne peut conclure à un lien de cause à effet entre la migration et l'amélioration de sa situation

Nos analyses documentent la transmission intergénérationnelle du revenu, mais ne permettent pas de conclure que la différence entre la mobilité selon les statuts migratoires est *due* à la migration. Migrer est une décision prise sur la base de divers facteurs, dont certains sont fort probablement corrélés avec le revenu

parental et le revenu de l'individu. Il est possible que l'avantage associé à la migration résulte d'un effet de sélection sur des caractéristiques non observées des jeunes qui augmentent la probabilité de migration et sont associées à un revenu plus élevé.

L'évidence empirique quant à l'effet de sélection possible n'est pas claire. Une étude britannique basée sur des données historiques a identifié un fort effet d'endogénéité qui suggère que ce sont les « meilleurs » travailleurs en milieu rural qui migrent vers les villes (Long, 2005). Par contre, une autre étude n'a pas repéré cet effet de sélection dans le cas de l'exode du Dust Bowl des années 30 aux États-Unis, alors que la sécheresse et des tempêtes de poussière ont poussé 2,5 millions de personnes à abandonner leurs terres et à quitter les Grandes Plaines (Long et Siu, 2018). En l'absence d'une approche économétrique tenant compte de cette endogénéité, il est impossible de prétendre observer un lien de cause à effet. Les enseignements tirés de nos analyses permettent néanmoins d'avoir une meilleure compréhension de la réalité québécoise.

Il est primordial de mieux comprendre les obstacles auxquels font face les jeunes vivant en milieu rural

Pour favoriser l'égalité des chances et façonner une société où les circonstances dans lesquelles quelqu'un naît ne deviennent pas un déterminant trop important de sa situation économique une fois devenu adulte, il faut aborder le phénomène de la mobilité — ou de l'immobilité sociale — sous plusieurs angles. Nos analyses suggèrent que des politiques d'incitation et de soutien à la mobilité géographique pourraient contribuer à augmenter la

mobilité sociale au Québec. Cette approche pourrait s'inscrire dans une stratégie de mobilité sociale vers le haut dans la mesure où le fait de changer de région semble associé à des avantages en termes de revenu.

Plusieurs questions restent toutefois sans réponse. Y a-t-il un manque d'opportunités au sein du système d'éducation postsecondaire ? Est-ce que le manque de diversification économique de certaines régions rurales expose à de plus grands risques d'instabilité professionnelle et de précarité ? Est-ce que cela traduit un manque d'emplois bien payés en région, en particulier en comparaison avec les emplois disponibles hors des régions rurales ? Nos analyses ne permettent pas d'y répondre et il est primordial de creuser la question.

Références

Alexander, J. T., Leibbrand, C., Massey, C. & Tolnay, S. (2017). Second-Generation Outcomes of the Great Migration. *Demography* 54(6), 2249–2271.

Boujija, Y., Connolly, M. & St-Denis, X. (2023). Mobilité géographique et transmission intergénérationnelle du revenu au Québec (2023RP-11, Rapports de projets, CIRANO.) <https://doi.org/10.54932/KLJI2908>

Boustan, L. P. (2016). *Competition in the Promised Land: Black Migrants in Northern Cities and Labor Markets*. Princeton University Press.

Chetty, R. & Hendren, N. (2018). The Impacts of Neighborhoods on Intergenerational Mobility I: Childhood Exposure Effects. *The Quarterly Journal of Economics* 133(3), 1107–1162.

Connolly, M. & Haeck, C. (à paraître). Intergenerational Income Mobility Trends in Canada. *Canadian Journal of Economics*

Connolly, M., Haeck, C. & Raymond-Brousseau, L. (2022). La mobilité sociale au Québec selon différents parcours universitaires (2022RP-12, Rapports de projets, CIRANO.) <https://doi.org/10.54932/NRZM8999>

Connolly, M., Haeck, C. & Laliberté, J.W. (2022). Parental Education and the Rising Transmission of Income between Generations, In Raj Chetty, John N. Friedman, Janet C. Gornick, Barry Johnson & Arthur Kennickell, (Éd.), *Measuring and Understanding the Distribution and Intra/Inter-Generational Mobility of Income and Wealth* (chaptitre 10), National Bureau of Economic Research.

Long, J. (2005). Rural-Urban Migration and Socioeconomic Mobility in Victorian Britain. *The Journal of Economic History*, 65(1), 1–35.

Long, J. & Siu, H. (2018) Refugees from Dust and Shrinking Land: Tracking the Dust Bowl Migrants. *The Journal of Economic History*, 78(4), 1001–1033. <https://doi.org/10.1017/S0022050718000591>.



Rothwell, J. T. & Massey, D. S. (2015). Geographic Effects on Intergenerational Income Mobility. *Economic Geography* 91(1), 83–106.

St-Denis, X. & Renée, L. (2022). The relative role of parental income and parental education in child educational achievement and socioeconomic status attainment: A decomposition approach. *FutureSkills Research Lab*.

Simard-Duplain, G. & St-Denis, X. (2020). Exploration of the Role of Education in Intergenerational Income Mobility in Canada: Evidence from the Longitudinal and International Study of Adults. *Canadian Public Policy* 46(3), 369–96.

Ward, Z. (2022). Internal Migration, Education, and Intergenerational Mobility Evidence from American History. *Journal of Human Resources*, 57(6), 1981–2011. <https://doi.org/10.3368/jhr.58.2.0619-10265R2>.

Les analyses contenues dans ce texte ont été réalisées au Centre interuniversitaire québécois de statistiques sociales (CIQSS), membre du Réseau canadien des centres de données de recherche (RCCDR). Les activités du CIQSS sont rendues possibles grâce à l'appui financier du Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH), des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI), de Statistique Canada, du Fonds de recherche du Québec - Société et culture (FRQSC), du Fonds de recherche du Québec - Santé (FRQS) ainsi que de l'ensemble des universités québécoises qui participent à leur financement. Les idées exprimées dans ce texte sont celles des auteurs et non celles des partenaires financiers.

Pour citer cet article:

Boujija, Y., Connolly, M., & St-Denis, X. (2023). Monter dans le train et gravir l'échelle sociale. Le rôle de la mobilité géographique dans la lutte contre les inégalités au Québec (2023PJ-08, *Revue PERSPECTIVES*, CIRANO.) <https://doi.org/10.54932/DZVN3538>

PERSPECTIVES est la revue de diffusion et de valorisation de la recherche au CIRANO. Rédigés dans une forme accessible à un auditoire élargi, les articles de la revue PERSPECTIVES assurent une visibilité aux travaux et à l'expertise de la communauté de recherche du CIRANO. Comme toute publication CIRANO, les articles sont fondés sur une analyse rigoureusement documentée, réalisée par des chercheuses, chercheurs et Fellows CIRANO.

Les articles publiés dans PERSPECTIVES n'engagent que la seule responsabilité de leurs auteurs.

ISSN 2563-7258 (version en ligne)

Directrice de la publication :
Nathalie de Marcellis-Warin, Présidente-directrice générale
Rédactrice en chef :
Carole Vincent, Directrice de la mobilisation des connaissances

www.cirano.qc.ca